

CEN des 17 et 18 septembre 2024

En préalable aux travaux de la commission, les membres de la CEN ont observé une minute de silence à la mémoire de Marc Veyrat et Jean Soubra. Cette minute faisait suite aux hommages prononcés par Michel Salingue et Jacques Selves pour Marc et ceux prononcés par Jean-Pierre Laurent et Alain Cazanave pour Jean.



MOTION GÉNÉRALE

Le monde vit sous tension permanente. Les risques d'extension des conflits se renforcent. Le dérèglement climatique, les risques de pandémie, l'effondrement de certains états condamne des populations entières, notamment les plus démunies. Les déséquilibres s'agrandissent, les inégalités se renforcent, les répressions s'accroissent.

En France, le chef de l'État porte par sa pratique (instrumentalisation de la constitution) et sa politique une part essentielle dans les difficultés que vit le pays. Sa volonté du passage en force prévaut. Le choix du président Macron de troquer la durée de vie du prochain gouvernement contre la bienveillance du RN aura les pires conséquences démocratiques, économiques, sociales et environnementales.

Or, la majorité des Français.es rejette cette politique et exige le retrait de la réforme des retraites, l'indexation des salaires et des pensions, des

services publics rénovés et un système de santé de proximité sur tout le territoire.

C'est dans le champ social, notamment par le biais des mobilisations à construire que nous gagnerons par des choix économiques positifs.

FISCALITÉ

Les lois de Finances (État et Sécurité Sociale) déterminent l'orientation des politiques du pays. L'assèchement organisé des recettes fiscales et sociales au profit des plus riches et des grandes entreprises a creusé un déficit budgétaire qui est maintenant utilisé pour justifier la baisse des dépenses publiques.

La politique de l'offre est une moindre activité illustrée par une chute des revenus induisant une baisse de la consommation.

La stigmatisation des collectivités territoriales, étranglées par la disparition d'une partie de leurs recettes, ne peut pas masquer

le bilan du pouvoir qui a dopé la dette de la France en 7 ans tout en dégradant les conditions de vie.

Une note du Trésor estime le déficit à 5.6 % du PIB en 2024 et l'anticipe à 6.2 % en 2025. Elle appelle à une réduction budgétaire de 60 milliards d'euros. De son côté, Bruxelles a placé la France en surveillance renforcée. Les investissements de long terme dans la santé et le logement (prenant en compte le vieillissement de la population), l'éducation, la transition écologique seront davantage sacrifiés.

Le vote des élections législatives est d'abord un refus de cette austérité permanente dégradant nos conditions de vie. Notre combat passe par une réorientation de la construction budgétaire, par la remise en cause de ces 200 milliards d'euros d'aides au patronat qui ne soutiennent ni l'activité, ni les rémunérations ni la consommation.

FONCTION PUBLIQUE

Selon Bercy, il faudrait trouver 100 milliards d'ici à 2028 pour respecter les règles européennes et satisfaire les marchés financiers.

Laminées par la logique libérale, les finances publiques continuent leur dérive. Les services publics, leurs missions, leurs statuts, leurs personnels se retrouvent au centre de la dépression budgétaire annoncée. Dans les lettres de cadrage du gouvernement démissionnaire seuls les budgets dédiés à la défense et à la sécurité augmenteraient plus vite que l'inflation. Pour le reste comme à la Santé (- 0,8 %) et à l'Education Nationale (+ 0,5 %), la réponse à l'ensemble des besoins serait davantage dégradée.

Les retraites présentées comme étant la première cause de la hausse de la dette publique, d'aucuns avancent la nécessité « *de nouvelles mesures relatives aux retraites, comme une année blanche en matière d'indexation dès 2025* ».

La défense du Statut Général de la Fonction Publique fonde l'universalisme républicain du droit des citoyens à l'accès à tous les services publics. Elle est dans l'ADN de la FGR qui contribuera à ce que le projet de « réforme » de la fonction publique initiée par le précédent gouvernement soit abandonné.

PROTECTION SOCIALE

Alors que l'accès aux soins est une préoccupation majeure de la

population, la préparation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) est source de toutes les inquiétudes.

Les manques de personnels de santé, de lits, de crédits, de matériels mettent en danger de plus en plus la vie des patients. Les tarifs des complémentaires santé, indispensables si on veut se soigner, ne cessent d'augmenter. La situation du secteur de l'autonomie, faute de loi de programmation, est catastrophique. Des maisons de retraite, des EHPAD ferment par souci d'économie et de rentabilité. Les restes à charge s'aggravent.

Une enquête de la Fédération Hospitalière de France (FHF) a montré que "85 % des établissements publics étaient en déficit" en 2023. Le gouvernement veut favoriser le « virage domiciliaire » mais faute de politique ambitieuse le secteur de l'aide à domicile connaît aussi une crise profonde.

Une loi de programmation et de financement pour le Grand Âge est incontournable pour conduire une politique d'investissement cohérente et globale. Son absence se traduira à terme par une explosion des coûts pour les finances publiques, les patients, les familles et la société.

ACTION

La FGR-FP s'investit avec ses partenaires du Groupe des 9 dans une campagne de mobilisation

inscrite dans la durée autour du triptyque revendicatif : santé, pouvoir d'achat, services publics.

Les groupes parlementaires seront interpellés sur l'exigence de politiques publiques ambitieuses, plus que jamais d'actualité.

Le mercredi 9 octobre sera un premier temps fort dans les départements et à Paris, pour répondre aux difficultés croissantes d'accès aux soins, sources de dégradation de l'état de santé et de bien-être, pour défendre la Sécurité Sociale et le système public de santé.

La perte du pouvoir d'achat des retraité.e.s est conséquente depuis 2017. Nos 9 organisations agiront pour l'augmentation et le rattrapage des pensions de base et complémentaires.

La FGR-FP sera avec les organisations syndicales et d'usagers pour des services publics rénovés répondant aux besoins des populations d'autant plus vitaux dans le contexte actuel, dans les trois versants de la Fonction Publique : État, hospitalière et territoriale (créations de postes, recrutements, formation, revalorisation, augmentation et indexation du traitement indiciaire).

La FGR-FP portera à la connaissance des retraité.es ses analyses et ses propositions sur les conséquences de la réforme de la Protection sociale complémentaire (PSC).

La FGR-FP acte d'une première étape de mobilisation interprofessionnelle le 1er octobre.

